

La hiérarchie mondiale des puissances en 1913

La réflexion sur la notion de puissance est au cœur du programme des deux années en HGG. Elle se définit comme une influence asymétrique imposée par un pays ou groupe de pays au reste du monde. Mais ses fondements et ses formes ont beaucoup changé au cours du XX^e siècle et jusqu'à nos jours. Connaître la manière dont on définit la puissance à la veille de la Grande Guerre donne des points de comparaison très utiles pour la suite.

La révolution industrielle du XIX^e siècle donne un avantage économique et technologique décisif aux nations européennes qui peuvent nourrir les rêves d'expansion les plus ambitieux, que ce soient d'anciennes puissances dominantes (la politique de *Greater Britain*) ou de nouvelles (la *Weltpolitik* allemande). Mais le jeu des puissances se complexifie avec l'émergence de puissances extra-européennes comme les États-Unis et le Japon. Sur quels critères se fonde la puissance en 1913 ? Ne s'exprime-t-elle que par la quête d'hégémonie ?

I - En 1913, les fondements de la hiérarchie mondiale des puissances se sont renouvelés en profondeur sous l'effet de l'industrialisation

À l'heure du machinisme, la force industrielle devient le fondement principal de la puissance : elle crée les conditions d'une modernisation rapide de l'agriculture (États-Unis), elle fournit des produits industriels de plus en plus nombreux et diversifiés et notamment des fournitures aux armées (Krupp en Allemagne), elle favorise l'élévation des niveaux de vie de la population qui s'urbanise et se « tertiarise » (Royaume-Uni). Dans le classement des pays en fonction du revenu national par habitant en 1913 pointent, dans l'ordre, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, la Belgique, l'Allemagne et la France.

Le Japon est encore bien loin dans ce classement.

La maîtrise industrielle permet une bonne mise en valeur du territoire et de ses ressources, dès lors qu'il est desservi par un réseau développé et maillé de transports et communications. La révolution des canaux puis du chemin de fer a ainsi joué un rôle essentiel au Royaume-Uni. Les États-Unis, profitant de cinq « transcontinentaux » (*Landbridge* ferroviaire), deviennent, grâce aux immenses ressources de leur territoire, la première puissance industrielle du monde dans les années 1880 et la première puissance économique dans les années 1910.

Les nouvelles conditions techniques permettent des progrès majeurs en termes d'alimentation, de santé et d'hygiène, d'où l'entrée dans la « transition démographique ». Une population en forte croissance offre à la fois un réservoir de main d'œuvre et un marché de consommation. C'est un élément essentiel de la puissance avant 1914 et peut se révéler être un facteur d'expansion hors des frontières comme dans le cas du Japon (la Corée devient sa principale colonie de peuplement).

Il n'est à l'époque de puissance qu'industrielle. L'industrie donne une capacité de domination décisive.

II - Sur ces bases, une puissance est un État capable de projeter son influence dans l'espace mondial et de l'organiser à son avantage

Cette puissance repose d'abord sur les flux commerciaux et financiers. À l'époque de la première « internationalisation » des économies industrielles, une puissance mondiale est capable, via ses entreprises, d'exporter des produits manufacturés à l'étranger (l'Allemagne est la première puissance commerciale à l'époque) et d'investir dans les différentes parties du monde (le Royaume-Uni détient 40 % des investissements à l'étranger en 1913). Elle importe pour ses besoins des produits bruts et miniers (Allemagne et France ont ainsi un commerce déficitaire), sans que cette dépendance ne pèse sur une balance des paiements excédentaire. Elle dispose d'une importante flotte de commerce (Royaume-Uni, Allemagne) et de ports dynamiques sur des façades maritimes ouvertes (Hambourg et Brême : 10 % du trafic portuaire mondial en 1913).

Surtout, cette domination s'explique par la capacité d'action diplomatique et militaire. À l'heure de la « géopolitique » naissante (Ratzel), c'est un élément de plus en plus déterminant : les États conduisent une politique de puissance sur des territoires de plus en plus étendus, au détriment de peuples plus faibles, en vertu de leur droit à conquérir un « espace vital ». Ainsi, certaines puissances progressent (Allemagne, Russie), d'autres déclinent (Empire austro-hongrois, ottoman, chinois). La capacité de « projection de forces » est déterminante : dans la zone d'influence proche (*Mitteleuropa* pour l'Allemagne), loin des bases nationales (la *Weltpolitik* de Guillaume II). L'armée et la guerre en sont un moyen essentiel au début du XX^e siècle.

On n'oubliera pas que la puissance repose aussi, en dernier ressort, sur le rayonnement culturel dans le monde : la science et la technologie, la langue et la littérature ou encore les « beaux-arts » peuvent donner à certains pays une aura de puissance mondiale, comme la France avec Paris qui est la capitale de l'innovation (« Ville Lumière ») et des « avant-gardes » artistiques. L'Exposition universelle de 1900 a attiré quelque 40 millions de visiteurs.

Ces fondements et attributs de la puissance, entre changements et continuités, sont porteurs d'une nouvelle hiérarchie.

III - Ainsi, la hiérarchie mondiale des puissances s'est profondément renouvelée en 1913

Certes, les anciennes puissances mondiales européennes ont pu renforcer leur emprise. C'est le cas du Royaume-Uni et de la France, avec une nouvelle vague de conquêtes coloniales dans les années 1870-1910 notamment en Afrique (*scramble*). Le cas de la Russie est à discuter : une immense puissance continentale en expansion, mais sous influence économique étrangère et fragilisée par sa défaite militaire contre le Japon (1904-1905).

Mais de nouvelles venues cherchent à s'imposer en Europe et hors d'Europe. Certaines puissances, hier surtout régionales, cherchent à se faire une place dans le « concert » des grandes nations : c'est le cas particulièrement de l'Allemagne de Guillaume II (*Weltpolitik*). D'autres pays, puissances régionales secondaires, peinent à s'affirmer à l'image de l'Italie. Hors d'Europe, les nouvelles puissances majeures sont encore surtout régionales en 1913. C'est le cas des États-Unis, isolationnistes hors de leur « chasse gardée » américaine ; le Japon, quant à lui, puissance émergente, cherche surtout à bâtir une aire d'influence en Extrême-Orient.

Les États-Unis n'inaugurent-ils pas une nouvelle forme de « puissance mondiale » ? Ils n'ont pas de tentation d'hégémonie affirmée (la doctrine Monroe et son « corollaire » Roosevelt, 1904) et leur impérialisme demeure largement indirect (économique davantage que politique et militaire), sauf dans la Caraïbe et le Pacifique).

En conclusion, la hiérarchie mondiale des puissances en 1913 est dominée par des nations industrielles qui prouvent leur force technologique et militaire par des conquêtes au nom de la « mission civilisatrice ». Le choc des impérialismes, en Europe et dans les colonies, mène à la Première Guerre mondiale. Cette guerre sonne-t-elle la fin de l'ancienne vision de la puissance et des rapports de puissances, fondée sur le recours à la force et à la diplomatie secrète, comme semble l'indiquer le retentissement des « Quatorze Points » du président américain Wilson en 1918 ?

Dans quelle mesure peut-on parler d'une « première mondialisation » en 1913 ?

Certains historiens, comme Suzanne Berger du Massachusetts Institute of Technology (Boston), ont pu parler d'une « première mondialisation » car entre 1870 et 1914 les économies nationales s'ouvrent aux échanges économiques, les migrations humaines s'intensifient, des transferts culturels se réalisent. À l'appui de cette thèse, il y a par exemple le fait que le taux d'ouverture par les exportations des économies nationales atteint en 1914 des sommets qu'on ne retrouvera qu'après les années 1970 : 14 % en moyenne pour les pays d'Europe occidentale, 10 % en moyenne dans le monde industriel... Mais ne risque-t-on pas l'anachronisme en utilisant ce concept ? Cela appelle une argumentation dialectique, qui pèse le pour et le contre et débouche sur l'idée que la « première mondialisation », que l'on emploie ce terme ou qu'on lui préfère celui « d'internationalisation », préfigure sur bien des points notre mondialisation actuelle.

Le terme mondialisation a été inventé par des économistes anglo-saxons dans les années 1980 pour désigner la mise en réseau de la planète, notamment par les firmes multinationales. Les deux références en la matière sont Theodore Levitt, *The Globalization of Markets* (Harvard Business Review, 1983) et Kenichi Ohmae, *Triade Power : The Coming Shape of Global Competition* (1985). On analysera ce terme comme un processus d'accélération des flux commerciaux, financiers et humains qui tend à effacer les frontières nationales, à faire émerger un marché mondial et converger les systèmes économiques vers le capitalisme libéral. Il a également des implications culturelles, avec les premiers éléments d'un rapprochement des modes de vie et des habitudes de consommation. La période de l'avant-Première Guerre mondiale doit-elle être considérée comme une phase de mondialisation, ce qui implique l'émergence d'acteurs et de réseaux transnationaux (par-delà les frontières nationales), ou bien comme une simple internationalisation, c'est-à-dire le développement de flux d'échanges de nation à nation, sans remise en cause des frontières nationales ?

I - L'accélération des échanges internationaux semble dessiner une « première mondialisation » en 1913

L'essor des flux de marchandises et de capitaux en atteste. Entre 1850 et 1914, le commerce mondial est multiplié par un peu plus de six, c'est-à-dire à un taux annuel 2 à 3 fois supérieur à celui de la croissance mondiale. Les échanges internationaux ont profité des progrès techniques dans les transports, sur terre (révolution du chemin de fer) mais aussi et surtout sur mer : la capacité de transport maritime dans le monde passe de 16 millions de tonnes à 32 millions de tonnes entre 1870 et 1913.

En parallèle, entre 1880 et 1913, les capitaux passent les frontières assez librement : le montant cumulé des capitaux placés à l'étranger est multiplié par dix environ entre 1850 et 1900 et encore par deux entre 1900 et 1914, pour atteindre pratiquement 10 milliards de livre-sterling. Londres est la capitale de cette première « mondialisation » financière, grâce aux surplus d'épargne qu'a permis de dégager la révolution industrielle anglaise (40 % des capitaux placés dans le monde).

L'accélération des migrations internationales est sans doute la dimension la plus frappante de cette première mondialisation, avec, selon les estimations, 70 millions de migrants dans les pays industriels entre 1880 et 1914. Le phénomène le plus remarquable est l'émigration européenne vers les États-Unis, concernant près de 33 millions de personnes entre 1880 et 1914. Les États-Unis accueillent en moyenne annuelle 1 million de personnes entre 1900 et 1914, ce qui contribue à 55 % de l'augmentation de leur population (même pourcentage en Argentine, autre pays neuf).

Cette première « mondialisation », si on accepte le terme, est à la fois commerciale, financière et migratoire.

II - Toutefois, employer le terme de « mondialisation » pour l'époque peut paraître anachronique

D'abord, car il existe encore de nombreuses entraves aux échanges commerciaux. L'essentiel des flux internationaux porte sur des produits primaires, matières premières et énergétiques comme le charbon, ainsi que produits alimentaires (à hauteur de 80 %), tandis que les produits manufacturés ne sont importants que dans les échanges entre pays européens. Le protectionnisme douanier est la règle, le libre-échange l'exception : les tarifs douaniers ont ainsi été multipliés par deux en Europe continentale depuis les années 1870. Une partie non négligeable des échanges se réalise dans le cadre des empires coloniaux et revêt ainsi un caractère forcé (15 % du commerce extérieur français à l'époque).

Surtout, il n'y a pas de convergence des capitalismes comme aujourd'hui. Les économies nationales gardent de très fortes spécificités. Ainsi, le degré de concentration des entreprises, préalable à l'internationalisation, est très inégal : aux pays de grosses structures (Allemagne, Japon, États-Unis, Russie) s'opposent des pays de PME/PMI (France, Royaume-Uni, Italie). Les modes de gestion et d'organisation du travail en entreprise ne sont pas encore touchés par la « révolution managériale », à peine en germe aux États-Unis (taylorisme et fordisme). Le niveau d'intervention de l'État dans l'économie est très différent, plus fort chez certains *late-comers* (Allemagne, Japon), plus faible ailleurs (notamment aux États-Unis). Le financement de l'économie se fait encore sur des bases nationales, avec un recours développé à la bourse (pays anglo-saxons), ou bien avec un financement bancaire dominant (Europe, Japon).

Il n'y a pas non plus de réelle mondialisation culturelle, même si les mobilités humaines s'accroissent (comme vu en I) et que de nouveaux moyens de communication (télégraphe) permettent des échanges accrus. On ne peut parler d'émergence d'une « culture-monde » comme aujourd'hui, ce qui freine en retour l'internationalisation des économies : aucun modèle culturel national dominant n'émerge (comme aujourd'hui les États-Unis), la culture de masse est encore balbutiante (FMN), ses principaux relais ne sont pas en place (*mass media*)... L'intégration culturelle nationale elle-même n'est pas totalement achevée dans les grandes puissances (survivance des langues régionales).

Bref, la mondialisation connaît de nombreuses limites, si bien qu'on peut lui préférer le terme d'internationalisation.

III - En fait, il s'agirait plutôt d'une première internationalisation des économies... préfigurant néanmoins notre mondialisation actuelle

Il y a bien une première ouverture des économies nationales. Elle atteint en 1914 des sommets qu'on ne retrouvera qu'après les années 1970 : 14 % en moyenne pour les pays d'Europe occidentale, 10 % en moyenne dans le monde industriel (contre seulement 1 % en 1820). Celle-ci s'explique par la mise en place d'une première « division internationale du travail » (DIT) : les pays industriels exportent des biens manufacturés vers les pays dominés et en importent denrées alimentaires et matières premières, tandis qu'entre eux ils se spécialisent dans des branches industrielles où ils excellent souvent jusqu'à nos jours (l'Allemagne par exemple avec les machines-outils, la chimie ou les constructions électriques).

On constate une intégration presque complète sur certains marchés, comme celui des matières premières, marquée par une convergence des prix. Par exemple, si en 1870 le prix du blé à Liverpool est de 57 % supérieur à celui

Dans quelle mesure peut-on parler d'une « première mondialisation » en 1913 ?

de Chicago, la différence n'est plus que de 15 % à la veille de la Première Guerre mondiale. D'autres marchés s'internationalisent dans le secteur des matières premières (qui constituent plus de la moitié des produits échangés dans le monde), comme le pétrole.

Les premières multinationales réalisent des IDE de plus en plus nombreux, en fonction de stratégies de ressources (Dunlop cultive l'hévéa en Malaisie, Michelin fait de même à Madagascar puis au Brésil) ou de marché (Singer, GM ; fusion Royal Dutch avec Shell dans le pétrole en 1907). Ford ouvre ainsi ses premières filiales ateliers au Canada à Walkerville et en Europe à Manchester au début du siècle, pour y vendre directement des automobiles et échapper à de lourdes taxes douanières. Mais à la veille de la guerre, cela ne représente que 5 % des échanges commerciaux internationaux, bien moins qu'à l'heure actuelle.

En 1913, le monde est ainsi marqué par un double processus ambivalent de développement des échanges internationaux et de renforcement des frontières nationales. D'un côté se déploie une sorte de « première mondialisation », qui a revêtu trois formes essentielles – essor des exportations, émergence des investissements directs à l'étranger, accélération des migrations de population – dans le cadre d'une DIT naissante. De l'autre, les frontières nationales restent d'importants obstacles aux échanges et les économies continuent de s'organiser majoritairement sur une base nationale. Si une réelle mondialisation était déjà advenue, avec les interdépendances qu'elle occasionne inévitablement, ne peut-on penser qu'elle aurait empêché la guerre en 1914 ? Celle-ci en tout cas lui porte un rude coup d'arrêt, même si par bien des aspects la guerre est elle-même « mondiale ».

L'Europe dans le monde en 1913 et en 1939. Étude comparative

Le sujet se propose d'étudier deux situations d'avant-guerre, période fébrile pendant laquelle les tensions sont palpables et l'imminence des périls nécessairement envisagée. Toutefois, les dates fournies interdisent d'aborder la Seconde Guerre mondiale, toute forme d'histoire téléologique étant à proscrire. De même, le libellé du sujet invite explicitement à faire une étude comparative et non à juxtaposer deux situations, « deux tableaux » ; il est également inenvisageable de traiter ce sujet de manière chronologique.

Les limites géographiques méritent également d'être précisées : faute d'indication contraire, le sujet s'entend ici Russie puis URSS incluses. « Dans le monde » oblige à envisager l'influence de l'Europe et son rayonnement universel sans circonscrire l'analyse au seul vieux continent ; les relations de celui-ci avec le reste de la planète font donc partie intégrante du devoir.

Aussi un plan thématique est ici tout à fait approprié, en prenant soin de ne laisser aucun champ d'étude de côté : les aspects politiques et géopolitiques sont incontournables, mais les domaines économiques et culturels ne peuvent être négligés.

*Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*¹, autobiographie de Stefan Zweig, décrit la désillusion et les inquiétudes de voir s'effondrer la civilisation européenne ; de son côté, le succès de *Tout va très bien Madame la marquise*² chanté par Ray Ventura et ses collégiens (1935) est passé à la postérité comme une dénonciation d'une France insouciante qui pratique un optimisme délibéré. Ces deux exemples donnent à voir l'image d'un continent à la dérive qui a perdu

1. Stefan Zweig commence la rédaction de cet ouvrage en 1934, au début de son exil après avoir quitté l'Allemagne nazie. Le livre est publié en 1944 à titre posthume (suicide des époux Zweig).
2. L'orchestre de Ray Ventura et ses collégiens est un groupe d'artistes qui reçoit un réel succès avec ses chansons populaires. Le parolier de cette chanson, lancée en 1935 et fredonnée avant-guerre, est Paul Misraki.